

Statistiques du Greffe au 30 avril 2013

CONTRIBUTIONS DES ETATS PARTIES

Budget approuvé pour 2013	112 039 600 euros	100%
Contributions au budget 2013 reçues au 30 avril 2013	52 303 107 euros	46.68%

Les contributions en souffrance au titre des exercices 2012 et 2011 se montent à 0,25% et 0,15% respectivement.

RESSOURCES HUMAINES

Au 30 avril 2013, la Cour comprenait 690 membres du personnel occupant des postes permanents (356 dans la catégorie des administrateurs et 334 dans la catégorie des services généraux), 151 personnes travaillant sur la base de contrats d'assistance temporaire générale, 65 consultants ou prestataires de services et 118 stagiaires ou professionnels invités.

Au 30 avril 2013, le personnel sujet aux quotas de représentation géographique se répartissait comme suit (par rapport aux objectifs) :

- 16,93% du Groupe des États d'Afrique (objectif : 13,56%)
- 6,27% du Groupe des États d'Asie (objectif : 18,87%)
- 7,21% du Groupe des États d'Europe orientale (objectif : 8,04%)
- 8,15% du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes (objectif : 16,25%)
- 61,44% du Groupe des États d'Europe occidentale et autres États (objectif : 43,28%).

Dans la catégorie des administrateurs occupant des postes permanents, 76 nationalités sont représentées (99 nationalités le sont parmi tous le personnel, exception faite des stagiaires ou professionnels invités).

La représentation équitable des deux sexes continue à être maintenue au sein du personnel de la Cour. Au 30 avril 2013, 47,25 % des postes permanents étaient occupés par des femmes et ce pourcentage atteignait 49.44 % au sein de la catégorie des administrateurs occupant des postes permanents (les 356 postes étaient occupés par 176 femmes et par 180 hommes) bien que la Cour reçoive habituellement davantage de candidatures d'hommes que de femmes.

Depuis le début de l'année 2013, la Cour a reçu 6484 candidatures pour des postes permanents ou temporaires. En 2012, la Cour avait reçu les candidatures de 10 114 personnes pour ces mêmes postes.

ADMINISTRATION JUDICIAIRE

Audiences

Du 1^{er} janvier au 30 avril 2013, la Cour a tenu 46 audiences, d'une durée cumulée de 133 heures (28 audiences d'une durée cumulée de 97 heures dans l'affaire *Bemba*, 1 audience dans l'affaire *Katanga*, 2 audiences dans l'affaire *Ntaganda*, 5 audiences d'une durée de 7 heures dans la situation du Kenya et ses deux affaires, 1 audience dans l'affaire *Banda et Jerbo* et 9 audiences pour un total de 24 heures dans la situation de Côte d'Ivoire et l'affaire *Gbagbo*).

En 2012, la Cour avait tenu 123 audiences d'une durée cumulée de 346 heures (82 audiences d'une durée cumulée de 280 heures dans l'affaire *Bemba*, 3 audiences dans l'affaire *Lubanga*, 6 audiences d'une durée de 9 heures dans l'affaire *Katanga*, 3 audiences dans l'affaire *Ngudjolo*, 1 audience dans l'affaire *Mbarushimana*, 8 audiences d'une durée de 9 heures dans la situation du Kenya et ses deux affaires, 7 audiences pour un total de 9 heures dans l'affaire *Banda et Jerbo*, 3 audiences pour un total de 7 heures dans l'affaire *Gaddafi et Senussi* et 10 audiences pour un total de 14 heures dans la situation de Côte d'Ivoire et l'affaire *Gbagbo*).

Décisions et documents

Du 1^{er} janvier au 30 avril 2013, 248 décisions, ordonnances et arrêts (représentant 2 399 pages) ont été rendus tandis que 753 documents principaux (représentant 32 108 pages) ont été enregistrés. Un total de 35 865 pages de décisions, documents, traductions, versions expurgées et corrigenda ont été enregistrés ; 29 450 étaient rédigées en anglais, 5 821 en français et 594 dans d'autres langues.

En 2012, 620 décisions, ordonnances et arrêts ont été rendus tandis que 1 779 documents principaux ont été enregistrés. Un total de 9 000 documents (décisions, annexes, documents, traductions, versions expurgées et corrigenda) ont été enregistrés représentant 142 544 pages ; 88 176 étaient rédigées en anglais, 49 328 en français et 5 040 dans d'autres langues.

Transcripts

Du 1^{er} janvier au 30 avril 2013, 4 623 pages de transcription ont été fournies dans les langues de travail de la Cour, 2 277 pages en anglais et 2 346 pages en français. En 2012, un total de 12 678 pages ont été délivrées, en anglais (6 164) et en français (6 514 pages).

Interprétation

En 2012 et 2013, l'interprétation a été délivrée en 6 langues. En plus des deux langues de travail (anglais et français) l'interprétation a été fournie en swahili, sango, lingala et espagnol durant les procédures judiciaires.

VICTIMES ET TÉMOINS

Comparution des témoins

Du 1^{er} janvier au 30 avril 2013, quatre témoins ont été entendus par la Cour dans le cadre de l'affaire *Jean-Pierre Bemba*. Leurs témoignages ont été donnés du terrain au moyen de connections vidéo. Des mesures de protection ont été prises telles que la distorsion de la voix et du visage ainsi que l'usage de pseudonymes.

En 2012, un total de 28 victimes et témoins ont comparu devant la Cour (23 dans le cadre de l'affaire *Bemba*, 2 dans l'affaire *Lubanga* et 3 dans l'affaire *Gbagbo*).

Protection des victimes et des témoins

En avril 2013, une protection opérationnelle était assurée pour plus de 400 personnes (témoins ou personnes courant un risque du fait d'un témoignage devant la Cour et les personnes à leur charge), qui ont bénéficié du Programme de protection de la Cour ou ont bénéficié des mesures locales de protection, de façon à ce qu'elles ne soient pas exposées à des problèmes de sécurité en raison de leur participation aux procédures devant la Cour.

Participation des victimes et réparations

Depuis le début des enquêtes, la Cour a reçu plus de 12 000 demandes de participation aux procédures relatives aux situations et plus de 9 000 demandes de réparations.

Au 30 avril 2013, plus de 5 000 victimes ont été acceptées par les chambres compétentes à participer aux procédures : 204 pour la situation en République démocratique du Congo, 114 dans l'affaire *Lubanga*, 366 dans l'affaire *Katanga* et *Ngudjolo Chui*, 132 dans l'affaire *Mbarushimana*, 3 328 dans l'affaire *Bemba*, 21 pour la situation en Ouganda, 41 dans l'affaire *Kony et autres*, 11 pour la situation au Darfour, 6 dans l'affaire *Harun et Kushayb*, 12 dans l'affaire *Al Bashir*, 89 dans l'affaire *Banda et Jerbo*, 327 dans l'affaire *Ruto* et autres, 233 dans l'affaire *Muthaura et autres* et 199 dans l'affaire *Gbagbo*.

DEFENSE ET CONSEILS

Détention

Au 30 avril 2013, cinq personnes suspectées ou déclarées coupables de crimes devant la Cour (Thomas Lubanga Dyilo, Germain Katanga, Jean-Pierre Bemba Gombo, Laurent Gbagbo et Bosco Ntaganda) sont en détention au quartier pénitentiaire de la CPI, ainsi que trois témoins détenus dans l'affaire *Katanga* et *Ngudjolo Chui* depuis le mois de mars 2011. En outre, Charles Taylor reste en détention au centre pénitentiaire de la Cour dans le cadre de l'accord entre la CPI et le Tribunal Spécial pour la Sierra Leone.

Du 1^{er} janvier au 30 avril 2013, la Section de la détention a organisé 651 heures de visite aux détenus et 2 083 heures en 2012.

Support aux conseils

Le Greffe a continué d'apporter un support administratif et logistique à tous les conseils, aux membres de leurs équipes intervenant activement dans les procédures devant la Cour, soit au 30 avril 2013, à 15 équipes de la Défense et à 21 représentants légaux pour les victimes.

Listes des conseils, des assistants des conseils et des enquêteurs professionnels :

Au 30 avril 2013, la Liste des conseils incluait 468 avocats (121 femmes et 347 hommes) originaires de 60 pays.

Respectivement en 2012 et au cours des quatre premiers mois de 2013, la Cour a reçu 72 et 26 candidatures d'avocats et en a admis 22 puis 28 sur ladite Liste.

Le nombre des assistants des conseils est passé de 123 à 156 depuis le 1^{er} janvier 2012 dont 23 depuis le début de l'année 2013. La liste des enquêteurs professionnels compte 29 enquêteurs.

SENSIBILISATION ET INFORMATION DU PUBLIC

Du 1^{er} janvier au 30 avril 2013, 43 communiqués de presse et supports d'information ont été publiés (145 en 2012) tandis que les représentants de la Cour ont accordé 405 entretiens (1 524 en 2012). Au siège de la Cour, 131 visites ont été organisées à l'intention de plus de 2 200 personnes (en 2012, 514 visites ont été facilitées au profit de plus de 7 000 personnes) et 2 000 personnes se sont déplacées pour assister aux audiences. Le site de la Cour a été visité par un million de personnes en 2012 et par plus de 540 000 personnes au cours des quatre premiers mois de 2013. Durant cette même période, la Cour a produit et diffusé 24 programmes de radio (48 en 2012) et 21 programmes vidéo (48 en 2012) y compris des résumés hebdomadaires du déroulement des procès.

Les activités de sensibilisation (réunions, ateliers, séminaires) sont régulièrement poursuivies. Du 1^{er} janvier au 30 avril 2013, les activités de sensibilisation suivantes ont été menées dans les pays faisant l'objet d'une situation :

- Nord de l'Ouganda : au cours de 13 séances interactives, 566 personnes ont été directement informées (en 2012, 46 sessions avaient permis de toucher près de 40 000 personnes) et une audience estimée à 19 millions de personnes a été informée chaque mois, par le biais d'émissions de radio et de télévision.

- République démocratique du Congo : au cours de 53 séances d'activités, il a été possible de s'adresser directement à 3 613 personnes, et environ 25 millions de personnes ont été régulièrement informées grâce aux émissions de radio et de télévision;
- République centrafricaine : en raison de la situation sécuritaire à Bangui, aucune activité de sensibilisation n'a pu être organisée en 2013.
- Darfour : la Cour a continué ses initiatives auprès de la diaspora soudanaise, 13 réunions ont permis de s'adresser directement à 90 personnes (en 2012, 81 événements ont touché 352 personnes). Environ 10 millions de personnes ont été régulièrement informées grâce à des émissions de radio et à l'insertion d'informations sur le site Web Sudanese Online ;
- Kenya : en raison des élections, un nombre limité d'activités a été organisé en 2013, à savoir 9 activités pour une participation de 44 personnes (en 2012, 73 réunions avaient rassemblé 5 835 personnes) ; en outre, une audience estimée de 10 à 30 millions de personnes a été informée grâce aux émissions de radio et télévision.
- Côte d'Ivoire : 3 réunions ont été organisées permettant de s'adresser directement à 52 personnes.

OPERATIONS EXTERIEURES

Depuis le 1er janvier 2013, un nombre important d'activités sur le terrain a été coordonnée, dont des évacuations et des déplacements préventifs du personnel basé sur le terrain en raison des crises politiques et sécuritaires, notamment des attaques de rebelles, un changement de gouvernement en République Centrafricaine et la préparation des élections au Kenya. Les indicateurs par pays de situations du 1^{er} janvier au 30 avril 2013 sont les suivants :

- Ouganda: 68 missions en Ouganda, dans l'est de la RDC et en relation avec le travail judiciaire au Kenya ont été soutenues par la représentation administrative de la Cour à Kampala ;
- En République démocratique du Congo: 88 missions ont été organisées depuis le début de l'année. Suite à la remise de Bosco Ntaganda, le nombre de missions a doublé entre mars et avril 2013. Il a été procédé à la notification de 16 décisions judiciaires et requêtes en matière de coopération judiciaire. ;
- En République Centrafricaine: depuis décembre 2012, en raison de l'instabilité politique et sécuritaire dans le pays, le personnel international a été évacué. Depuis six mois, le bureau extérieur reste fermé et aucune opération n'est entreprise. Le personnel national est en contact constant avec le fonctionnaire chargé de la sécurité, basé dans le pays ;
- Kenya: durant la période pré-électorale, le personnel international a été préventivement déplacé hors du pays. Les activités ont repris depuis la fin du mois d'avril. Au total, 21 missions ont été entreprises, 4 décisions judiciaires et demandes de coopération judiciaire ont été notifiées. Le

bureau a été instrumental pour assurer une coopération étroite avec le gouvernement durant la période électorale et post-électorale ;

- Cote d'Ivoire: 28 missions, incluant une mission de l'équipe de la Défense, ont été menées et 10 décisions judiciaires et requêtes en matière d'assistance et coopération judiciaire ont été notifiées ;
- Mali : 14 missions ont été soutenues par la Section des opérations sur le terrain depuis le siège et trois requêtes pour assistance ont été notifiées.
- Sudan/Darfour: 1 mission au Darfour a été soutenue depuis le siège ;
- Libye: 1 mission a été soutenue depuis le siège.
